



Faire face à la Russie

Thorniké Gordadzé

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2017/1 Printemps**, PAGES 71 À 82
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365676458

DOI 10.3917/pe.171.0071

Date de mise en ligne : 13/03/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-1-page-71?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Faire face à la Russie

Par **Thorniké Gordadzé**

Thorniké Gordadzé a été ministre d'État pour l'Intégration européenne et euro-atlantique de la République de Géorgie. Docteur de l'Institut d'études politiques de Paris, il est conseiller pédagogique et recherche à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Moscou cherche à remettre en cause l'ordre international libéral dominé par les États-Unis. Le président Poutine multiplie les coups de force et tente de diviser les Occidentaux. Il promeut une « révolution conservatrice » et soutient les formations populistes en Europe. Pourtant, la Russie est plus faible qu'il n'y paraît. Son économie est chancelante et sa structure démographique problématique. Face aux coups de boutoir de Moscou, les capitales occidentales doivent faire preuve de fermeté.

politique étrangère

La Russie serait donc au mieux imprévisible. Vladimir Poutine serait le nouveau « maître du monde », l'homme qui déterminerait les résultats des présidentielles américaines, ferait la pluie et le beau temps au Moyen-Orient et en Europe. Les actions russes des dernières années – invasion de l'Ukraine, annexion de la Crimée, intervention en Syrie – sont décrites comme d'immenses « surprises stratégiques », pour les avis les plus neutres et mesurés, ou comme un « véritable triomphe de la Russie », pour les plus enclins au lyrisme. Si le terme de « triomphe » ne mérite pas qu'on s'y attarde, la surprise est bel et bien là. Pourquoi sommes-nous si surpris par la Russie ? La réponse la plus évidente serait de considérer que nous ne la comprenons pas assez. La plupart des opinions sur la Russie peinent à saisir la nature du régime, ses mécanismes de prise de décision, la culture politique de son leadership, son *ethos*, ses instincts et ses objectifs.

De grandes ambitions pour peu de moyens

En mars 2014, Barack Obama définissait la Russie comme une puissance régionale menaçant ses voisins immédiats, non par sa force mais par sa faiblesse¹. Quelques mois auparavant, le même Obama comparait Poutine

1. « "La Russie est une puissance régionale" en perte d'influence selon Obama », *L'Express*, 26 mars 2014, disponible sur : <www.lexpress.fr>.

à un enfant s'ennuyant au fond de la classe². Si le propos peut paraître excessif, il n'est pas pour autant dénué de bon sens. La Russie est une puissance fragile, son régime vit dans une peur constante d'être renversé par un mouvement populaire inspiré voire manipulé de l'extérieur. Au moins depuis la deuxième guerre de Tchétchénie, sa stratégie de survie se fonde sur la consolidation de l'État sécuritaire, sur une fuite en avant guerrière (Géorgie, Ukraine, Syrie), et la confrontation idéologique, informationnelle et hybride avec l'Occident. Le Kremlin voit les relations internationales comme une succession d'opérations spéciales, se considérant comme victime des opérations des puissances hostiles, qu'il s'agisse des révolutions dites « de couleur » dans les pays à ses frontières, des agissements de l'opposition interne, ou des élargissements de l'OTAN ou de l'Union européenne.

La Russie de Poutine, sans avoir retrouvé le rang de l'Union soviétique, est néanmoins parvenue à se muer en une puissance tactiquement agile qui n'hésite pas à prendre des risques. Cette agilité tactique est due à la spécificité de son régime, qui se caractérise par l'accaparement du pouvoir politique et économique par les acteurs venant des services de sécurité, ainsi que par la suppression des contre-pouvoirs, opposition politique ou médias indépendants. Elle se fonde aussi sur un outil militaire considérable (les budgets consacrés à la défense et à la sécurité nationales équivalent à ceux des ministères de la Défense français, allemand et italien réunis), et sur un arsenal nucléaire égal à celui des États-Unis.

Puissance militaire indéniable, la Russie n'arrive pas à s'inscrire dans le rang des géants économiques. Son PIB nominal est équivalent à celui de l'Espagne d'après le FMI, et reste très dépendant des cours des matières premières, notamment des hydrocarbures. Gaz et pétrole comptent pour 20 % du PIB russe, 53 % du budget de l'État, et 71 % des exportations³ du pays. Les projets de modernisation économique du type Skolkovo, la « Silicon Valley russe » ont échoué, tandis que la manne des années fastes (un baril de brut entre 130 et 150 dollars) était dépensée pour la modernisation de l'armée et du secteur sécuritaire en général. Des sommes mirobolantes furent également dépensées pour la consolidation de la base politique du poutinisme, à savoir l'entretien d'une bureaucratie pléthorique – « la ressource administrative » dans le vocabulaire post-soviétique.

2. S. Holland et M. Chadbourn, « Obama Describes Putin as Like a Bored Kid », *Reuters*, 9 août 2013, disponible sur : <www.reuters.com>.

3. Federal State Statistics Service, *Russia in Figures 2016*, Moscou, 2017, disponible sur : <www.gks.ru>.

Après 11 années de croissance (à l'exception de 2009), et avant le début de la crise actuelle, aucune réforme économique d'ampleur n'a été conduite. Un état de fait qui s'accorde avec la vision qu'a de l'économie la classe dirigeante : soumises aux impératifs politiques, les réformes ne doivent intervenir qu'en cas de crise du système. En période de croissance, l'économie sert à distribuer des prébendes aux soutiens du régime et à entretenir sa base sociale (retraités, *budgetniki*, etc.). Les responsables de la politique économique des années fastes sont choisis parmi les « étatistes⁴ » à l'instar de Sergey Glazyev ; les libéraux de service sont appelés quand les caisses sont vides. Le récent retour en grâce d'Alexeï Koudrine doit être interprété à travers ce prisme. Le retour des libéraux ouverts sur le monde occidental ne doit donc pas être interprété comme un signe annonciateur de changements profonds⁵.

Avec la récession ouverte en 2014 par la chute des prix des hydrocarbures et amplifiée par l'effet des sanctions européennes et américaines, l'économie russe s'est considérablement affaiblie. L'inflation a dépassé le seuil de 10 % en 2015 et 2016, et les salaires réels ont chuté de 9 % et 10 % ces mêmes années⁶. Après une augmentation sensible du revenu réel en dollars constants entre 2000 et 2012 (+160 % d'après les données de Rosstat), la Banque mondiale estime que Moscou manquera d'argent pour remplir son contrat social avec la population, tandis que l'École supérieure d'Économie de Moscou annonce 25 mois de chute consécutive des revenus réels des Russes. La moitié de ces derniers n'ont aucune épargne, un tiers d'entre eux pas de compte bancaire. D'après le vice-Premier ministre Olga Golodets, 5 millions de Russes perçoivent des salaires inférieurs au salaire minimum officiel du pays, à un niveau correspondant à un montant inférieur d'un tiers au seuil officiel minimal de subsistance⁷. Près de 22 millions de Russes vivent sous le seuil de pauvreté (plus de 16 % de la population). Ce qui est particulièrement significatif si l'on rappelle que les 110 premières fortunes russes possèdent près de 40 % des avoirs financiers du pays. Même si la

L'économie russe s'est considérablement affaiblie

4. En Russie, le terme « étatiste » (*derjavniki*) ne recouvre pas forcément la même réalité qu'en Occident, où ce courant est habituellement assimilé aux keynésianistes. La raison principale de la divergence est due à la nature spécifique de l'État russe, la sphère publique y étant beaucoup moins séparée des logiques privées, et accaparée par les représentants du régime.

5. Ces pratiques sont profondément ancrées dans le processus de formation de l'État russe. Le tsarisme, aussi bien que le communisme (y compris dans sa phase la plus répressive sous Staline), faisait toujours leur place aux professionnels, intellectuels ou hommes d'État libéraux. Ces derniers pouvaient même être extraits des camps ou des prisons pour re-servir l'État en cas de besoin. Les notions de soumission et de service de l'État s'inscrivent donc dans la longue durée de l'État russe.

6. M. Palisson, « La pauvreté prend des proportions alarmantes en Russie », *Geopolis*, 13 mars 2016, disponible sur : <http://geopolis.francetvinfo.fr>.

7. Le salaire minimal oscille autour de 9 600 rb, soit 120 euros ; le seuil de pauvreté est fixé à 6 400 rb.

contraction du PIB a été plus faible en 2016 (-0,6 %) qu'en 2015 (-3,7 %), les salaires réels ont encore baissé de 10 % en 2016, et les coupes ont été relativement sévères dans presque toutes les lignes budgétaires.

Le rouble a également plongé, de 35 rb pour 1 dollar en 2013 à 83 en mars 2016, pour finalement se stabiliser à 60 rb en janvier 2017. Le Fonds national de prospérité russe a perdu près de 20 % de son capital entre avril 2014 et octobre 2016 – de 87 milliards à 71 milliards de dollars –, tandis que son *alter ego* le Fonds national de réserve passait de 87 milliards à 30. Les économistes libéraux russes annoncent son épuisement total pour la fin 2017. La même tendance s'observe pour le Fonds d'or et des monnaies étrangères de la Banque centrale. Des réserves de 500 milliards de dollars en 2013 sont passées à 390 milliards en janvier 2017. La chute aurait pu être pire si la Banque centrale n'avait fini par sacrifier le cours du rouble en cessant de le soutenir. La fuite des capitaux a également été importante, atteignant le niveau record de 155 milliards de dollars en 2014. La chute des investissements directs étrangers a également été sensible : sur la même période, ils ont été divisés par trois entre 2013 et 2014.

Ces chiffres, parmi bien d'autres, disent que la Russie n'a pas les moyens de ses ambitions géopolitiques. Les projets d'avènement d'une économie moderne et compétitive ont échoué, principalement du fait d'un système politico-administratif inefficace et rongé par la corruption. D'après *Transparency International*, la Russie se situe au 139^e rang (sur 171) en termes de perception de la corruption. Il serait pourtant exagéré de prévoir, à cause des problèmes économiques actuels, l'effondrement prochain du régime. La chute du PIB s'est ralentie et l'année 2016 a connu la stagnation et non plus la récession. On annonce pour 2017 une faible croissance, entre 0 % et 0,8 %. La fuite des capitaux s'est également ralentie (une évolution normale après un temps de grosses sorties), et après l'année calamiteuse de 2014, elle s'est stabilisée (-55 milliards encore en 2015 et -10 milliards en 2016). Enfin, la population russe, sous l'effet d'une propagande nationaliste blâmant l'Occident pour ses difficultés économiques⁸, et nourrie des « victoires » géopolitiques, acquiert une plus grande résistance aux privations et aux déficits. À ce stade, le mécontentement n'a pas encore atteint le niveau qui rendrait imminente une explosion sociale.

Une puissance idéologique ?

Sur le plan idéologique, le succès de la Russie de Poutine tend à s'imposer comme modèle alternatif à celui de la démocratie libérale occidentale.

8. On a pu voir quelques retraités russes manifester avec les pancartes « Obama, touche pas à ma retraite ! »

Tandis que les manœuvres de Moscou défient ce qu'il est convenu d'appeler « l'ordre international libéral ». Cet ordre, garanti par la puissance américaine et ses alliés a triomphé avec la défaite du bloc communiste au début des années 1990. Nombreux sont ceux qui relèvent que la Russie d'aujourd'hui n'a pas à sa disposition une idéologie aussi universalisante que le communisme des années de guerre froide. Ce dernier pouvait se conjuguer avec « l'anti-impérialisme occidental » des pays du tiers-monde et des pays non-alignés, ainsi qu'avec les idéologies de gauche et d'extrême gauche des pays occidentaux. Cette remarque pourrait ne s'avérer que partiellement exacte. Certes, sur le front idéologique, Moscou semble plutôt réactive : elle cherche d'abord à affaiblir, voire à détruire, les fondements de la puissance occidentale, à miner la confiance des peuples dans les principes et gouvernements démocratiques, en produisant dans ses médias « information alternative », mythes et mensonges. La Russie produit ainsi des narratifs dénonçant l'hypocrisie occidentale et l'inadéquation des pratiques politiques des démocraties libérales avec leurs principes de base.

Les révélations de Wikileaks et d'Edward Snowden jouent un rôle important dans cette stratégie. L'évolution de la ligne éditoriale de RT (l'ancien *Russia Today*) est notoire. Si jusqu'en 2008-2009 elle insistait sur la promotion positive de la Russie, de ses avantages par rapport aux démocraties occidentales, ces références sont devenues secondaires, voire insignifiantes. L'accent est désormais mis sur l'exploitation des faiblesses et inefficacités du modèle occidental, sa corruption, son inhumanité, son incapacité à rencontrer les aspirations des « gens ordinaires », sur les limites du multiculturalisme et de l'intégration des immigrés. La tentative de démontrer que les présidentielles américaines étaient faussées, alors que les démocraties occidentales se posent comme donneurs de leçons en matière de démocratie électorale, a été particulièrement significative. Elle était censée diffuser l'idée que « tout se vaut », et que les Occidentaux n'ont aucun avantage moral sur les pays qu'ils qualifient d'autoritaires et non-démocratiques.

Au-delà de la dénonciation des tares des démocraties occidentales, Moscou se présente de plus en plus comme la capitale, la référence mondiale de la « révolution conservatrice » – ou du « virage à droite », pour citer Raffaele Simone⁹. Le soutien aux régimes autoritaires partout dans le monde, la dénonciation de la décadence occidentale, la criminalisation des manifestations publiques de l'homosexualité, la

9. R. Simone, *Le Monstre doux – L'Occident vire-t-il à droite ?*, Paris, Gallimard, 2010.

**Poutine,
porte-drapeau du
conservatisme
et des valeurs
chrétiennes**

décriminalisation de fait de la violence familiale et conjugale, la critique d'un monde libéral dirigé par les administrations « sans âme » de Washington et de Bruxelles, la promotion des souverainismes (qui ne s'applique pas aux voisins de la Russie, censés déléguer leur souveraineté au Kremlin) et des courants nationalistes, font de Moscou

la nouvelle Mecque des populistes de droite et d'extrême droite de tous pays. Les liens des partis extrémistes de droite européens avec la Russie sont avérés, et il en va de même des organisations ultra-radicales néofascistes du continent, qui organisent des congrès internationaux en Russie. Ces forces partagent des objectifs géopolitiques avec la Russie de Poutine : la fin de l'UE et de l'OTAN, la fin du lien transatlantique et le retour à l'Europe des petits États-nations plus ou moins hostiles les uns par rapport aux autres. Avec sa propagande anti-LGBT, la Russie s'attire les sympathies de gouvernements africains et asiatiques constamment critiqués pour le traitement discriminatoire infligé aux minorités sexuelles.

Il serait pourtant erroné de penser que la « révolution conservatrice » et la crise du modèle libéral et démocratique découlent des seules politiques russes – ce serait attribuer à Moscou une importance qu'elle n'a pas. La conversion de Poutine en porte-drapeau du conservatisme et des valeurs chrétiennes et familiales est tardive et opportuniste, née au moins pour partie d'une crise déjà avérée du libéralisme. La montée des populismes, traduite par le Brexit ou la droitisation des forces politiques, est un phénomène avant tout interne à l'espace occidental. La Russie et quelques autres puissances révisionnistes (la Chine, notamment) exploitent cette tendance et tentent de l'amplifier de l'extérieur. Ce n'est pas la première fois que le modèle occidental est défié, le souvenir des années 1930 est là pour nous le rappeler. Le communisme, la décolonisation, le non-alignement avaient aussi remis en cause ses fondements, mais il a su résister et se reconfigurer. Désormais, l'Ouest a du mal à s'ériger en modèle. Les printemps arabes ont été dépassés par l'islam politique radical. L'impuissance des Européens et des Américains à résoudre la crise syrienne a miné la foi démocratique des révolutionnaires arabes et moyen-orientaux. La bataille pour la démocratie en Turquie est largement perdue. Et, pire, l'opinion occidentale elle-même commence à songer que les dictatures étaient, et sont probablement encore, les nécessaires garantes de la stabilité dans certaines régions. Dans ce contexte il serait presque étonnant que la Russie de Poutine ne saisisse pas l'opportunité historique de mener la fronde contre ce qu'elle considère comme l'« adversaire principal ».

L'idée selon laquelle la popularité de Vladimir Poutine le rend invulnérable doit également être nuancée. Tout d'abord les sondages russes sont peu fiables. Répondre que l'on désapprouve le leader, même si l'institut de sondage (qui joint le sondé par téléphone) assure que la réponse sera anonyme, n'est pas considéré comme une attitude prudente. Les questions transverses, moins liées à la personnalité du président et portant sur la politique économique ou sociale du gouvernement, montrent généralement un moindre contentement vis-à-vis de la politique de ce dernier. De plus, en dépit de nombreuses falsifications, de l'absence d'opposition autre que l'opposition autorisée, aux législatives de 2016 seuls 20 % des électeurs ont voté pour Russie Unie. La popularité de Poutine est garantie par le contrôle total des autorités sur la télévision, et le contrôle partiel de la presse écrite. L'annexion de la Crimée et les rapports victorieux sur la campagne de Syrie ont pu détourner les Russes des difficultés économiques, mais pour que cette dynamique persiste, d'autres victoires géopolitiques ou militaires sont indispensables.

Une nouvelle classe dirigeante

La plus grande spécificité du régime russe réside sans doute dans sa classe dirigeante. La formule toute prête « Poutine ancien agent de KGB » n'a en soi aucune valeur explicative. Mais depuis le début des années 2000, « les services » ont, pour la première fois, le contrôle complet du processus politique. Cela n'a jamais été le cas aux temps soviétiques, où le Parti détenait le pouvoir. Les militaires (bien que puissants), le KGB (bien que craint) étaient le plus souvent instruments du pouvoir politique et non pas détenteurs¹⁰. À la fin de l'URSS 800 000 personnes étaient officiellement engagées par le KGB. Au fil des années, l'organisation, devenue FSB, a progressivement absorbé différents instruments du pouvoir. La libéralisation et la privatisation de l'économie lui ont permis de s'emparer d'une part non négligeable de celle-ci. En lien historique avec le monde illicite et carcéral, elle a développé avec ce dernier des « réseaux mixtes¹¹ ». Avec l'intronisation de Poutine à la tête du pays suite aux attentats de 1999 – que nombre de Russes et d'observateurs pensent avoir été organisés par le FSB¹² –, la reconquête de la Tchétchénie et la lutte antiterroriste scellent la prise du pouvoir par ce groupe.

10. À deux reprises, à l'époque de la fusion du NKVD (Commissariat du peuple aux Affaires intérieures) et de la Tcheka sous la houlette de Lavrenti Beria, et avec l'accession au poste de secrétaire général du PCUS d'Andropov en 1982, est apparu un risque de captation du pouvoir par les services de sécurité. Mais Beria fut fusillé, et Andropov disparut 10 mois après son accession au pouvoir.

11. K. Dawisha, *Putin's Kleptocracy. Who Owns Russia?*, New York, Simon and Schuster, 2014.

12. D. Satter, *The Less you Know, the Better you Sleep. Russia's Road to Terror and Dictatorship under Yeltsin and Putin*, New Haven, Yale University Press, 2016.

La place dominante des cadres issus des « services » au sein du pouvoir politique et bureaucratique (central, régional et local), mais aussi parmi les managers des entreprises et agences publiques ou proches du public, est aujourd'hui indéniable. Les forces de l'ordre et l'Armée, jadis jalouses de leur séparation du KGB, sont désormais fortement pénétrées par les services. L'appartenance aux corps des agents des services favorise les carrières. La spécificité de l'éthos et de la trajectoire caractéristiques du KGB/FSB fait de l'élite politique russe un groupe relativement uni, non seulement par la solidarité d'appartenance, mais aussi par une *Weltanschauung* forgée dans les écoles du KGB. Cette vision du monde est fondée sur le postulat d'une Russie entourée d'ennemis voulant la détruire pour s'emparer de son territoire et de ses richesses. Les « services » s'auto-investissent d'une mission quasi métaphysique de sauvegarde d'une patrie en constant danger. Après des années 1990 chaotiques où la Russie a failli sombrer, les « services » considèrent que le pays a été sauvé grâce à leurs efforts. La haine des années Eltsine, de la démocratie – origine de tous les maux –, et de son instigateur, l'Occident, est consubstantielle à l'univers mental des dirigeants actuels du pays. La rivalité avec l'Occident, et les États-Unis en particulier, est donc indispensable à leur maintien au pouvoir. Un *reset*, visant à une alliance avec les démocraties occidentales, a donc peu de chances d'aboutir.

L'arrivée au pouvoir du FSB/KGB a également eu des conséquences sur la nature de l'État. Les hommes issus des « services » sont des professionnels, mais des professionnels d'un domaine très spécifique : renseignement, mise en place de la subversion, organisation des provocations, etc. Poutine, tout comme ses proches du premier cercle qui influent sur le processus décisionnel, n'est ni économiste, ni diplomate. Leurs connaissances dans ces domaines sont vagues, et le fonctionnement de ces champs ne les intéresse pas particulièrement. Ils comprennent leur rôle et leur fonction, mais considèrent que la diplomatie, l'économie, la culture et l'information doivent servir l'État et ses objectifs stratégiques. Cette vision instrumentale à outrance puise ses racines dans l'État soviétique, sinon l'époque tsariste, dans la notion de la soumission à l'État. Pour Staline par exemple, l'*intelligentsia* était une « classe de service » (*Obsluzhivayushchii klass*), et devait servir les intérêts de l'État et du peuple en produisant les « œuvres nécessaires ». Cette conception se rapproche du culte de l'État et de la conception de ce dernier chez Carl Schmitt, qui a tant séduit les dirigeants nazis. La défense de l'État dans cette logique justifie tout, y compris l'assassinat, l'emprisonnement, la guerre, et elle est dépourvue de toute morale. Le pouvoir d'État étant accaparé par un groupe, une caste, la soumission à l'État russe revient à la soumission au groupe qui le contrôle, et qui a le monopole de la définition de son intérêt.

Le *modus operandi* russe : la guerre hybride

La Russie est en guerre quasi constante depuis le milieu des années 1990. Aux deux conflits tchéchènes ont succédé la guerre en Géorgie, l'occupation et l'annexion de la Crimée, la guerre à l'est de l'Ukraine, et l'opération en Syrie. Moscou est aussi en guerre contre ce qu'elle considère comme l'ennemi principal : l'Occident sous la direction des États-Unis. Cette dernière guerre n'est pas directe, elle est « non-linéaire » selon la formule de l'éminence grise du Kremlin Vladislav Surkov. À la différence des Occidentaux, la Russie présente ces guerres comme les divers aspects d'un seul conflit. Séparer la guerre du Donbass de la guerre de Syrie est donc absurde du point de vue russe – les stratèges européens et américains devraient garder cela à l'esprit. Les manœuvres d'intimidation vis-à-vis des pays baltes ou scandinaves, les campagnes de guerre informationnelle (*weaponization of the information* d'après la formule de Peter Pomerantsev) vis-à-vis des États-Unis ou des pays membres de l'UE et de l'OTAN, sont également des composantes de cette guerre indispensable à la survie du régime.

Le choix d'une guerre non-linéaire est dicté par la fragilité de la Russie

L'État russe est donc une grande machine de guerre. Les moyens militaires, technologiques, informationnels, diplomatiques, culturels, sportifs ou criminels contrôlés par l'État sont mobilisés et dirigés pour la réalisation de son but stratégique. Ce dernier est de faire échouer les régimes libéraux et démocratiques, et de favoriser la prise du pouvoir par les forces opposées, de préférences loyales à la Russie. La réalisation de ce but stratégique est vitale lorsqu'il s'agit des pays limitrophes, les anciennes républiques soviétiques (Ukraine, Géorgie, Moldavie), la peur de la contagion faisant peser une menace directe sur la survie du régime. D'après ce qu'il est désormais convenu d'appeler la doctrine Gerasimov¹³, la guerre non physique est préférée à l'affrontement conventionnel, même si l'outil militaire doit sans cesse être déployé pour que l'intimidation paraisse crédible. D'après cette méthode, le rôle des moyens non militaires pour atteindre les objectifs politiques et stratégiques croît considérablement. La guerre de l'information, qui se manifeste par la production de « vérités alternatives », et par la tentative d'effriter chez l'adversaire sa capacité à distinguer le vrai du faux, est une forme d'affrontement privilégiée dans la stratégie russe actuelle. Elle n'est pas entièrement nouvelle : les renseignements extérieurs soviétiques (SVR) identifiaient déjà cette tactique sous le nom de « mesures

13. Du nom du chef de l'État-major de l'armée russe, qui a exposé les bases d'une guerre dite « hybride » dans un article de 2013 de la revue militaire russe *Arsenal, Voenno-promyshlennoe obozrenie*.

actives», tandis que l'imposition d'un agenda à l'opinion publique par le biais d'une désinformation totale ou partielle était appelée « contrôle réflexif ».

Ce choix d'une guerre non-linéaire ou hybride est dicté par la faiblesse et la fragilité de la Russie. L'affrontement militaire direct avec le bloc occidental (l'OTAN) n'est pas souhaitable : la Russie n'a pas les moyens de s'y engager. Elle est une puissance déclinante démographiquement et stagnante économiquement. Les manœuvres militaires à scénarios provocants¹⁴, les violations des espaces aériens ou maritimes des pays européens, le déploiement des missiles *Iskander* à proximité des frontières occidentales et d'autres gestes approchant la ligne rouge, visent d'abord à obtenir des résultats politiques, à démoraliser l'adversaire, à lui faire accepter tacitement sa volonté¹⁵, à semer doute et méfiance entre membres de l'Alliance.

Poutine n'a nul besoin d'engager un Armageddon nucléaire pour parvenir à ses fins. La mort de l'OTAN pourrait être beaucoup moins glorieuse, si les tendances défaitistes et munichoises imposaient une lecture relativiste de l'article 5 – sa véritable raison d'être. Ce sont donc les bons esprits qui pensent et disent qu'il serait déraisonnable de se lancer dans la guerre pour un petit pays de l'Est, qui peuvent causer la mort de l'Alliance – et non un affrontement militaire. Détruire l'OTAN en détruisant sa crédibilité, à moindre coût et sans affrontement direct, est bien l'objectif russe. Un objectif qui a paru s'éloigner avec la décision de l'Alliance de renforcer sa présence dans les pays baltes et en Pologne, en y établissant une présence *de facto* permanente. Mais le comportement erratique du président Trump vis-à-vis de l'OTAN pourrait raviver les espoirs du Kremlin.

De même, la faiblesse du *soft power* russe, de sa capacité à provoquer l'adhésion des opinions étrangères pourrait expliquer pourquoi tant d'efforts sont consacrés à la manipulation de l'information, au *trolling*, à la production de fausses nouvelles, etc. Moscou n'a pas de modèle attrayant à offrir, le mythe de l'îlot de spiritualité ou de normalité dans un océan décadent ne fonctionne que pour un segment très réduit des sociétés occidentales. Tous les efforts se concentrent donc pour créer une zone grise autour des institutions, des valeurs et des principes fondamentaux qui régissent les démocraties occidentales.

14. Les exercices « Zapad » de 2009 et 2013 visaient les pays baltes, la Pologne et les pays scandinaves. Le scénario des exercices prévoyait l'emploi en premier de l'arme nucléaire.

15. Après l'annonce par la Pologne et la Roumanie de leur intention de déployer un système de défense antimissile sur leur territoire, le ministre des Affaires étrangères allemand Frank-Walter Steinmeier a qualifié cette décision de « provocante » vis-à-vis de la Russie.

Incapable d'affronter militairement un pays membre de l'OTAN, la Russie n'écarte pas pour autant l'option militaire lorsqu'il s'agit des pays de l'ex-URSS non membres de l'OTAN. Ukraine, Géorgie, Belarus, Kazakhstan : autant de pays où la Russie pourrait intervenir militairement, avec un prix politique et économique, mais à la différence de l'affrontement avec l'OTAN, sans risquer une riposte dévastatrice.

De même, c'est la faiblesse de la diplomatie russe qui transforme cette vénérable institution en ce que Mark Galeotti appelle une « heavy metal diplomacy¹⁶ ». Il devient quasiment impossible de séparer le diplomatique du militaire, les ambassadeurs de la Fédération russe passant vite aux menaces militaires. Tandis que la diplomatie occidentale a l'évitement de la guerre pour objectif fondamental, la Russie abolit la démarcation entre les deux, usant de la guerre pour obtenir des résultats diplomatiques. Le cas syrien a ainsi ramené la Russie au centre du jeu diplomatique mondial, après sa mise à l'écart consécutive à l'annexion de la Crimée. Les offensives de l'été 2014 et de février 2015 dans le Donbass lui ont permis d'obtenir des termes favorables dans les deux accords de Minsk, tandis que la guerre de 2008 contre la Géorgie lui a rapporté le gel *de facto* du dossier d'adhésion de ce pays à l'Alliance Atlantique.

La Russie souhaite la fin des sanctions et un grand accord avec les États-Unis qui lui permettrait d'être la seule puissance souveraine à l'est de l'Europe et en Eurasie. Elle vise un statut de puissance dominante (ou co-dominante, avec l'Amérique) sur le continent européen, ce qui implique la fin de l'UE et de l'OTAN. Elle veut un monde multipolaire où ne domineraient pas les valeurs libérales. Que peuvent obtenir Européens et Américains face à de telles demandes ? Pas grand-chose.

La lutte contre le terrorisme est l'une des priorités des Occidentaux. La Russie peut-elle être une alliée fidèle dans ce domaine ? La réponse est loin d'être claire. L'engagement militaire de la Russie en Syrie vise avant tout à faire gagner le régime de Bachar Al-Assad. Daech, la principale menace terroriste en Syrie mais aussi dans les pays occidentaux, n'a été que marginalement visé par les bombardements russes. La violence inouïe de ces derniers n'a fait que renforcer le flot des réfugiés syriens, et la montée des partis populistes – soutenus par le Kremlin – en Europe. Nous associer à Poutine en Syrie – en sus de l'immoralité d'une telle alliance après les

16. M. Galeotti, « Heavy Metal Diplomacy. Russia's Political Use of its Military in Europe since 2014 », European Council on Foreign Relations, 19 décembre 2016.

massacres d'Alep – nous aliénerait définitivement l'opinion sunnite arabe, déjà fortement déçue par la passivité occidentale en Syrie.

Il faut parler avec Moscou mais à partir d'une position de force. La Russie est beaucoup plus vulnérable qu'elle ne veut l'admettre, économiquement mais aussi socialement et idéologiquement. L'Europe a mis longtemps à s'apercevoir que le chantage énergétique russe avait ses limites, et que Moscou dépendait de ses revenus gaziers. Il est temps de réaliser qu'il en va de même dans d'autres domaines. Konrad Adenauer disait en plaisantant que le meilleur moyen d'apaiser un tigre pouvait être de se laisser dévorer : Moscou doit comprendre que nous avons d'autres options.



Mots clés

Russie
Poutine
Guerre hybride
Populisme